

LES DISCUSSIONS FONT-ELLES LES VOTES ?

Conditions, usages et effets des conversations lors des élections françaises de 2017

Éric Agrikoliansky, Lorenzo Barrault-Stella, Clémentine Berjaud, Diane Delacourt, Kevin Geay, Christèle Lagier, Patrick Lehingue et Emmanuel Monneau

De Boeck Supérieur | « Politix »

2019/3 n° 127 | pages 3 à 29

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807392953

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politix-2019-3-page-3.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

VARIA

Les discussions font-elles les votes ?

Conditions, usages et effets des conversations lors des élections françaises de 2017

**Éric AGRIKOLIANSKY, Lorenzo BARRAULT-STELLA, Clémentine BERJAUD, Diane DELACOURT,
Kevin GEAY, Christèle LAGIER, Patrick LEHINGUE et Emmanuel MONNEAU**

Résumé – Cet article revisite la question de l’effet des conversations politiques sur les choix électoraux, qui tient aujourd’hui une place importante dans les approches contextuelles du vote. Il se fonde sur une enquête par questionnaires et par entretiens approfondis menée durant les élections françaises de 2017 (la présidentielle et les législatives). L’enquête montre que l’hypothèse d’une fonction délibérative des conversations en période électorale est peu réaliste ; et ce d’autant moins que les conversations ne sont appréhendées que par leurs contenus « politiques ». Si les conversations ont des effets, ceux-ci ne peuvent se saisir qu’à l’aune des ancrages sociaux qui définissent non seulement la possibilité des conversations politiques, mais aussi le sens que les électeurs confèrent à ces dernières. L’article montre que ce qui circule dans les conversations en période préélectorale, ce sont moins des informations politiques permettant aux électeurs de se décider que des normes et des identifications partisans et socio-politiques qui confèrent à l’acte de vote une dimension collective déterminante.

Mots clés – vote, approches contextuelles des comportements politiques, conversations politiques, campagnes électorales, ancrages sociaux des choix électoraux

Depuis la fin des années 1970 aux États-Unis puis en Grande-Bretagne, plus récemment en France¹, les débats en analyse électorale ont conduit à remettre en cause, au moins partiellement, la domination d'approches exclusivement fondées sur des données quantitatives recueillies par sondages atomistiques². Qu'il s'agisse des travaux associés au « paradigme de Michigan³ » ou du modèle français des « variables lourdes⁴ », ces analyses, qui se fondent sur des enquêtes par questionnaires individuels administrés à des échantillons quasi aléatoires de répondants isolés, ont été critiquées pour leur incapacité à restituer les « contextes » dans lesquels sont immergés les électeurs. Si elles permettent de saisir les relations entre les caractéristiques sociales des électeurs et leurs préférences politiques, elles rendent en revanche mal compte de leurs ancrages sociaux concrets, et en particulier des interactions qui peuvent favoriser la politisation et orienter le vote. L'essor d'approches contextuelles, en sociologie et en géographie électorale, a en ce sens permis un renouveau de ce champ de recherche. Cette « autre sociologie du vote⁵ » se caractérise par un renouveau méthodologique : recours à des entretiens et à des observations, enquêtes localisées sur des groupes de citoyens en relations et qui échangent sur la politique. Elle se spécifie aussi par une attention nouvelle portée à l'appartenance aux groupes primaires (famille, amis, collègues) et aux interactions, en particulier les conversations, qui se déroulent lors des campagnes électorales. Le contexte signifie donc souvent l'insertion des électeurs dans un environnement social localisé, politiquement signifiant et supposé influent. On trouve une telle conception au cœur des recherches états-uniennes souvent citées de Robert Huckfeldt et John Sprague⁶. Cette approche concrète et localisée des mécanismes au principe des choix politiques complexifie salutairement le lien trop mécanique entre appartenances sociales et rapports au politique qu'établissent les enquêtes qui isolent les individus de leurs environnements et reposent sur des indicateurs de position trop généraux. Mais le développement des analyses contextuelles s'est accompagné d'une autre inflexion qui mérite discussion.

1. Notamment suite à Braconnier (C.), Dormagen (J.-Y.), *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 2007.

2. Pour une synthèse de ces débats : Lehingue (P.), *Le vote*, Paris, La Découverte, 2011 ; Mayer (N.), Déloye (Y.), dir., *Analyses électorales*, Bruxelles, Bruylant, 2017.

3. Campbell (A.), Converse (P.), Miller (W.), Stokes (D.), *The American Voter*, New York, Wiley, 1960.

4. Michelat (G.), Simon (M.), *Classe, religion et comportements politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1977.

5. Braconnier (C.), *Une autre sociologie du vote : les électeurs dans leurs contextes. Bilan critique et perspectives*, Paris, Lextenso ; Cergy-Pontoise, Laboratoire d'études juridiques et politiques, 2010.

6. Huckfeldt (R.), *Politics in Context. Assimilation and Conflict in Urban Neighborhoods*, New York, Agathon Press, 1986 ; Huckfeldt (R.), Sprague (J.), *Citizens, Politics and Social Communication*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995. Pour une contribution aux débats sur l'importation dans la sociologie électorale française de ces travaux, cf. Audemard (J.), « De quoi le contexte est-il le nom ? Critique de l'usage de la notion de contexte en sociologie électorale », *Revue française de science politique*, 67 (2), 2017.

En effet, les approches contextuelles partageaient initialement l'objectif de restituer au vote sa dimension collective, dans la lignée des hypothèses formulées en 1944 par l'équipe de Paul Lazarsfeld et reprises un demi-siècle plus tard par le collectif animé par Alan S. Zuckerman : « Voter est une expérience de groupe. Les gens qui vivent, travaillent, jouent ensemble sont enclins à voter pour les mêmes candidats⁷. » Si les influences interpersonnelles⁸ sont au cœur de l'analyse, elles sont toutefois replacées dès l'école de Columbia dans un cadre structurel plus large : l'analyse des « pouvoirs invisibles » permettant aux groupes sociaux d'obtenir de leurs membres « des opinions droites et des actes conformes⁹ ». Or les développements de la littérature anglo-saxonne ont conduit à un glissement (bien illustré par l'évolution des recherches de R. Huckfeldt et J. Sprague¹⁰) réduisant l'approche contextuelle à une analyse conversationnelle bien moins attentive aux ancrages sociaux des discussions, au point de valoriser les conversations entre inconnus au coin de la rue et de célébrer la force des liens ténus. S'il n'est pas possible de revenir en détail ici sur ces travaux déjà largement discutés par Céline Braconnier¹¹, on peut rappeler que les relations sociales y sont tacitement réduites aux discussions politiques et à leurs effets, notamment d'information, sur les choix électoraux. Ces discussions auraient une fonction délibérative permise en particulier par des interactions dissonantes¹². Les conversations politiques seraient, pour reprendre une formule de Charles Pattie et Ron Johnston, « un moyen par lequel les individus se décident¹³ » sur le plan électoral, et ce d'autant plus qu'elles confronteraient des points de vue divergents, le pluralisme constituant un gage de délibération¹⁴. Céline Braconnier a souligné que ces recherches substituaient progressivement à un programme scientifique l'objectif de « rendre crédible une vision enchantée de la démocratie¹⁵ ». Une telle lecture donne en effet à voir des électeurs

7. Berelson (B.), Gaudet (H.), Lazarsfeld (P.), *The People's Choice. How the Voter Makes up His Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press, 1944, p. 137 (traduction des auteurs). Plus récemment, cf. Zuckerman (A. S.), eds., *The Social Logics of Politics. Personal Networks as Contexts for Political Behavior*, Philadelphia, Temple University Press, 2005.

8. Katz (E.), Lazarsfeld (P.), *Personal Influence. The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*, New York, Free Press of Glencoe, 1955.

9. Grumbach (M.), Herpin (N.), « À propos de quelques travaux de Lazarsfeld et de son école », *Enquête*, 4, 1988 [en ligne : <http://journals.openedition.org/enquete/65>].

10. Huckfeldt (R.), Johnson (P. E.), Sprague (J.), *Political Disagreement. The Survival of Diverse Opinions Within Communication Networks*, New York, Cambridge University Press, 2004.

11. Une discussion critique de ce paradigme inspiré des travaux de William Miller (en particulier *Electoral Dynamics*, London, Macmillan, 1977) est proposée par Braconnier (C.), « Le paradigme conversationnel dans l'analyse des rapports ordinaires au politique », in Buton (F.), Lehingue (P.), Mariot (N.), Rozier (S.), dir., *L'ordinaire du politique*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2016.

12. Soit des approches inspirées par la conception philosophique de Jon Elster (en particulier *Deliberative Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998) qui s'inscrit dans le renouvellement des théories du *rational choice*.

13. Pattie (C.), Johnston (R.), « Conversation, Disagreement and Political Participation », *Political Behavior*, 31, 2009, p. 264 (nous traduisons).

14. Cf. Huckfeldt (R.), Johnson (P. E.), Sprague (J.), *Political Disagreement*, *op. cit.*

15. Braconnier (C.), *Une autre sociologie du vote*, *op. cit.*, p. 102.

« transportés » de conversation en conversation, arbitrant entre différentes « influences » avant de fixer leur choix. Ainsi entendu, le « contexte » pourrait bien constituer un concept équivoque qui, tout en prétendant réinscrire les électeurs dans des collectifs (famille, amis, voisinage, collègues, etc.), conduirait en réalité à promouvoir une approche en termes de choix rationnel d'un vote paradoxalement décontextualisé.

Si les conversations peuvent influencer sur les votes, encore faut-il restituer les conditions sociales de possibilité de tels effets et en préciser la nature. Tel est précisément l'objectif de cet article fondé sur une enquête collective relative aux scrutins présidentiels et législatifs de 2017 en France¹⁶. L'un des objectifs de cette enquête multi-sites, articulant données quantitatives et qualitatives (cf. l'encadré méthodologique), est d'appréhender les effets du contexte, notamment des conversations, sur les préférences électorales. La campagne électorale de 2017, caractérisée par une offre politique et une situation de choix inédites, semble ainsi particulièrement propice à l'observation des effets des discussions sur la perception des enjeux et l'ajustement des préférences. Elle l'est d'autant plus qu'elle a été marquée par un paradoxe : si notre enquête révèle que très nombreux sont les électeurs qui déclarent avoir parlé de l'élection présidentielle de 2017 avec leurs proches (plus de 9 sur 10 dans notre corpus), très rares sont en revanche celles et ceux qui affirment que ces conversations ont pu influencer sur leur vote (1 sur 16 environ). S'il est hasardeux d'appréhender exclusivement les conversations à partir des effets directs que les électeurs leur prêtent – ou leur dénie –, reste néanmoins à comprendre l'importance de cet écart. Cette enquête, en particulier son volet qualitatif, permet justement de dépasser une analyse se limitant à l'autodéclaration d'un effet supposé. Elle offre à l'inverse la possibilité d'explorer plus finement les pratiques de conversation et d'explicitier les limites d'une approche qui conférerait, par principe idéologique ou penchant ethnocentrique, une sorte d'omnipotence aux conversations électorales.

Les données recueillies permettent ainsi de formuler quatre objections à cette hypothèse d'effets électoraux puissants et de proposer des voies alternatives pour saisir ce qui se joue lors, et dans, ces échanges. Si nombre d'électeurs disent parler des élections, notre enquête rappelle, d'abord, qu'on n'en parle pas avec la même fréquence ni la même intensité dans tous les milieux sociaux : les conversations dépendent fortement d'opportunités structurelles conditionnant la capacité des électeurs à parler de politique avec leurs proches. En second lieu, des entretiens approfondis et répétés montrent utilement que parler de l'élection ne signifie pas systématiquement parler de *politique*, et encore moins vouloir influencer sur les choix électoraux de ses proches. C'est avec une lecture ethnocentrique des conversations préélectorales qu'il faut alors

16. L'enquête ANR-16-CE41-0008 ALCoV « Analyse localisée comparative du vote ».

rompre. Troisièmement, si ces conversations ont des effets, ils s'apparentent plus à l'entretien et à l'activation de préférences communes qu'à des effets de conversion, tant chacun discute d'abord avec ceux qui partagent des opinions proches. Enfin, lorsque les électeurs sont confrontés à des opinions divergentes, ces dissonances engendrent surtout des stratégies d'évitement qui ont paradoxalement pour effet de consolider leurs choix et non de les mettre en doute, excepté dans certains cas spécifiques, lorsque les interactions conflictuelles réfractent des trajectoires sociales et des dispositions durablement en tension. Ce qui circule lors de ces conversations ne peut donc pas être réduit à des effets d'information ouvrant à des processus délibératifs. Ce qui s'échange, ce sont surtout des normes (devoir voter et bien voter) et des identifications (partisanes et sociopolitiques) qui ne sont compréhensibles qu'à la lumière des ancrages sociaux des individus.

Encadré 1 Le dispositif de l'enquête

Le projet ALCoV (financé par l'ANR : ANR-16-CE41-0008) associe une quarantaine de chercheurs et chercheuses qui ont étudié les comportements politiques au cours de l'année 2017 dans neuf territoires contrastés (urbains, périurbains, ruraux), choisis pour la diversité de leurs caractéristiques socio-économiques et la variété de leurs offres politiques : le 7^e secteur de Marseille, les 16^e et 18^e arrondissements de Paris, les villes d'Amiens, d'Avignon, de Brignoles, de Creil, de Joigny et un petit village de la Somme. Cette première exploitation des enquêtes s'appuie sur deux volets.

Le premier est un « questionnaire sortie des urnes » (QSU) administré à l'occasion du second tour de la présidentielle¹⁷ dans 14 bureaux de vote¹⁸. Outre les interrogations classiques relatives aux choix électoraux et aux propriétés sociodémographiques des enquêtés, le questionnaire était centré sur leurs groupes primaires d'appartenance (conjoint, enfants, parents, collègues de travail, amis et voisins) et les échanges avec ces derniers. Au final, les 3 000 questionnaires exploitables¹⁹ offrent, malgré des biais classiques de surreprésentation des plus politisés, un cadrage général permettant d'évaluer la structuration sociale des opportunités de discuter de l'élection.

Le second volet de l'enquête est constitué d'entretiens approfondis répétés (dit « panélisés ») avant, pendant et après les élections de 2017 conduits sur les mêmes terrains auprès de 229 électeurs, notamment recrutés par grappes (des familles,

17. Nous remercions les étudiants qui ont participé à la passation.

18. Amiens (n° 23), Avignon (n° 9, 205, 323, 468, 469), Brignoles (n° 11, 12), Joigny (n° 3, 7), Marseille (n° 1577), Paris 16^e (n° 19) et Paris 18^e (n° 39, 49).

19. Soit un taux de réponses (Questionnaires recueillis/Votants effectifs) oscillant entre 22,5 % (Brignoles) et 39,1 % (Paris 16^e), la variation de ce taux de répondants semblant fortement indexée aux inclinaisons politiques globales du bureau (taux de réponse moindre dans les bureaux à forte orientation frontiste) et/ou aux propriétés sociales des répondants (plus fortes dispositions à se prêter au jeu d'une enquête électorale à mesure qu'augmente le volume de capitaux économiques et surtout culturels).

mais aussi des groupes d'amis, de collègues, de voisins). Cette méthode facilite la réalisation des entretiens et leur répétition dans le temps. Elle permet d'explorer des univers sociaux et professionnels spécifiques (des couples et des familles, des groupes de professionnels ou de lycéens en interaction, ou encore des voisins habitant le même quartier) et, lorsque les personnes enquêtées se connaissent bien, de croiser les informations recueillies. Certains entretiens sont individuels, d'autres ont été réalisés en petits groupes (couples, familles, amis) ou au cours d'observation de plus long terme (par exemple dans un lycée). Cela permet d'éviter l'artificialisme du « focus group » qui met en présence de parfaits inconnus, de rendre compte des pratiques de conversation telles qu'elles se déroulent en amont des scrutins et de restituer *ce que parler des élections signifie* en fonction des appartenances sociales et des interconnaissances²⁰. Si nous avons tenté de diversifier au maximum les profils des enquêtés, nous ne sommes cependant pas parvenus à annuler les biais d'auto-sélection : il faut donc constamment garder à l'esprit que nos enquêtés sont, quels que soient leurs milieux sociaux, plus intéressés par la politique que la moyenne.

Qui parle des élections ?

Le premier acquis de notre enquête est que les pratiques conversationnelles ont été particulièrement intenses lors de l'élection présidentielle de 2017. Un tel constat ne doit cependant pas masquer un second résultat, certes classique, mais tout aussi important : la propension à converser varie fortement selon la position des électeurs dans l'espace social et leur intégration dans des groupes potentiels de discussions politiques.

Des discussions électorales intenses

L'enquête confirme d'abord l'importance des échanges et des discussions qui ponctuent les périodes électorales. L'élection présidentielle française de 2017 a constitué une occasion particulièrement propice (et pour certains, la principale voire seule occasion) de parler de politique. Nous avons ainsi demandé aux électeurs interrogés à la sortie des bureaux de vote s'ils avaient « cette semaine discuté de l'élection présidentielle » avec leurs proches : seuls 8,5 % répondent par la négative (cf. tableau 1). Plus de 90 % affirment en avoir parlé avec leurs familles, leurs amis, leurs collègues ou leurs voisins et 61 % avec plus de trois de ces différentes catégories de proches. Ces fréquences très élevées compte tenu du bas niveau d'attention prêtée à la politique en conjoncture routinière²¹ reflètent certes la surreprésentation des individus intéressés par la politique

20. Sur l'intérêt de l'usage d'entretiens répétés en sociologie électorale, cf. Collectif SPEL, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France, 2011-2014)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

21. Gaxie (D.), *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.

parmi les répondants à une enquête « sortie d'urnes²² », mais également l'une des spécificités de l'élection présidentielle de 2017²³.

Tableau 1. Discussions à propos de l'élection présidentielle avec différentes catégories de proches

Disent avoir parlé (quelle que soit la fréquence) avec : 1) des membres de la famille ou 2) des amis ou 3) des collègues ou 4) des voisins (total exploitable n = 1975)	Effectifs	% (arrondis)
Non	172	8,5 %
Oui	1 803	91,5 %
Total		100 %
Dont avec une seule catégorie de proches	187	9,5 %
Avec 2 catégories	409	20,5 %
Avec 3 catégories	688	35 %
Avec 4 catégories	519	26 %

Des opportunités de converser socialement différenciées

Constater la fréquence des discussions ne doit cependant pas conduire à en postuler la naturalité. Il ne va pas de soi que tous les électeurs parlent de l'élection et qu'ils le fassent avec la même intensité. Il faut donc restituer les conditions de possibilité de ces conversations. L'analyse des caractéristiques sociopolitiques de ceux qui disent avoir beaucoup conversé durant la période électorale et de ceux qui disent ne l'avoir pas ou peu fait (cf. tableau 2) indique que la probabilité de tenir des conversations sur l'élection dépend de ce que nous pourrions appeler les *opportunités conversationnelles* qui conditionnent la probabilité d'être engagé dans des interactions politisées. Mais ces opportunités ne se distribuent pas au hasard : elles reflètent des variables structurelles comme le niveau d'intégration des individus dans des groupes sociaux de taille inégale et plus largement leur

22. Non seulement ces enquêtes ne touchent par définition que les votants, mais elles surreprésentent les électeurs qui se sentent les plus légitimes à répondre à un questionnaire sur l'élection, donc à parler de politique : cf. Braconnier (C.), Dormagen (J.-Y.), « Biais de sélection, d'auto-sélection et de déclaration dans une série d'enquêtes localisées par questionnaires », in Barrault-Stella (L.), Gaïti (B.), Lehingue (P.), dir., *La politique désenchantée ? Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019. Notre enquête ne fait pas exception. En témoigne la part inhabituellement élevée des enquêtés se déclarant « très intéressés par la politique » (24,3 %) ou à l'inverse la très faible proportion des enquêtés répondant ne pas l'être « du tout » (7,8 %).

23. Si la tendance est à la focalisation des médias sur l'élection présidentielle, celle de 2017 fut d'autant plus médiatisée que le 1^{er} tour a été particulièrement riche en rebondissements (par exemple les primaires, puis les « affaires » autour de F. Fillon), et que le second a opposé, dans un affrontement personnalisé et dramatisé, la candidate du Front national (M. Le Pen) et un prétendant nouveau venu (E. Macron). Cf. Piar (C.), « Chapitre 4. La présidentielle vue par les JT », in Perrineau (P.), dir., *Le vote disruptif. Les élections présidentielles et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

position dans l'espace social (notamment le volume du capital culturel dont ils disposent) et la propension à parler de l'élection qui en découle.

Les variables sociodémographiques qui reflètent le degré d'intégration sociale des électeurs²⁴ et la densité de leurs sociabilités demeurent en premier lieu discriminantes : les plus âgés, célibataires ou veufs, sans activité professionnelle (au foyer, chômeurs et retraités) discutent moins des élections que la moyenne. Dans ces cas, l'absence ou la labilité des réseaux sociaux contribuent à limiter la possibilité de conversations, qu'elles soient politiques ou non. Inversement, le capital social favorise l'intégration à des collectifs de discussion. La première logique qui structure ces opportunités conversationnelles concerne donc la probabilité d'être inséré dans des groupes primaires plus ou moins denses et diversifiés.

Encore faut-il que ces occasions d'interactions soient aussi potentiellement politisables. On touche là un second niveau structurant les opportunités de converser. Sans surprise, la propension à discuter de ces sujets varie en effet fortement en fonction de l'intérêt déclaré pour la politique. Ainsi, ceux qui déclarent « de façon générale » être les plus intéressés par la politique sont également ceux qui déclarent le plus avoir parlé de l'élection présidentielle de 2017 dans la semaine qui précède le second tour (75,5 % déclarent en avoir parlé avec 3 ou 4 catégories de proches, contre 45 % de ceux qui se disent « pas très ou pas du tout intéressés par la politique »). Mais, comme on le sait, cet intérêt qui reflète le niveau de politisation est étroitement associé à la position sociale, donc à la profession et au capital culturel²⁵. Ainsi, seuls 3,5 % des cadres et professions intellectuelles supérieures ne déclarent aucune conversation contre 17 % des ouvriers. De même, les premiers sont plus nombreux (81 % contre 54,5 % chez les seconds) à déclarer avoir parlé de l'élection avec 3 ou 4 catégories différentes de proches. Le niveau de diplôme est lui aussi étroitement lié à la possibilité de discuter des élections et à le faire au sein de groupes diversifiés : 22,5 % des sans diplôme ne déclarent aucune conversation, contre 2,5 % des Bac +5 tandis que 76,5 % des Bac +5 ont parlé avec au moins trois catégories de proches différents (35,5 % des sans diplôme). De manière générale, la propension à parler de l'élection est étroitement liée à la position sociale : ce sont les classes supérieures, et ceux qui possèdent en particulier un fort capital culturel qui, encore et toujours, parlent le plus souvent des élections, avec le plus de partenaires, et votent aussi le plus fréquemment²⁶.

24. L'hypothèse est classique depuis Lancelot (A.), *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Armand Colin, 1968.

25. Gaxie (D.), *Le cens caché*, op. cit.

26. Pour des tendances similaires en matière d'abstention : Braconnier (C.), Coulmont (B.), Dormagen (J.-Y.), « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, 67 (6), 2017.

Tableau 2. Propriétés des participants aux discussions selon leur fréquence (% en ligne ²⁷)

Total (n = 1975)	Aucune conversation (sans les NR)	Conversations avec 1 ou 2 catégories (sans les NR)	Conversations avec 3 ou 4 catégories (sans les NR)
Total	8,5 %	30 %	61 %
Âge			
18-29	5 %	30 %	65 %
30-59	7,5 %	24,5 %	68 %
60 et +	15,3 %	42 %	43 %
PCS des actifs (n = 1 226)			
Cadre, PIS	3,5 %	15 %	81,5 %
Prof inter.	6,5 %	26,5 %	67 %
Employé	7,5 %	31,5 %	60,5 %
Ouvrier	17 %	28,5 %	54,5 %
Diplôme			
Aucun diplôme	22,5 %	41,5 %	35,5 %
Bac	7,5 %	34 %	59 %
Bac +2/3	6,5 %	28 %	65 %
Bac + 5	2,5 %	21,5 %	76,5 %
Situation matrimoniale			
Marié/concubinage	7 %	28,5 %	64,5 %
Célibataire/veuf	10,5 %	32,5 %	57 %
Situation professionnelle			
Au foyer	5,5 %	51 %	43,5 %
Chômeur	12,5 %	39,5 %	48,5 %
En activité	6,5 %	21,5 %	72 %
Lycéen/étudiant	5 %	38,5 %	56 %
Retraité	16 %	45,5 %	38,5 %
Intérêt pour la politique (« De façon générale diriez-vous que vous êtes »)			
Pas du tout et peu intéressé par la politique	17 %	38 %	45 %
Assez intéressé	5,5 %	30,5 %	64 %
Très intéressé	4 %	20,5 %	75,5 %

Au-delà des inégalités qui structurent les opportunités de discussion relatives aux élections, une seconde question a trait aux éventuels effets de ces conversations et aux sens donnés par les individus à ces échanges en période électorale.

27. Compte tenu des arrondis, les totaux ne sont pas toujours exactement égaux à 100.

De quoi parle-t-on lorsqu'on parle des élections ?

L'intérêt scientifique pour les conversations électorales repose le plus souvent sur l'hypothèse que celles-ci peuvent avoir des effets déterminants sur le vote ; comme si l'on ne parlait des élections que pour échanger des informations, délibérer et se décider. Or les données recueillies au cours de l'enquête montrent la fragilité de cette hypothèse.

Discuter pour se décider ?

Premièrement, les discussions paraissent bien souvent déconnectées de la décision électorale. Dans le QSU, nous demandions aux enquêtés s'ils avaient « essayé de convaincre des membres de (leur) entourage » à l'occasion de ces discussions : 34,5 % des 3 013 personnes interrogées ont répondu « oui ». Cette proportion – proche des résultats fournis par d'autres études²⁸ – donne une indication du niveau élevé d'effervescence politique lors du second tour de la présidentielle de 2017. Mais elle ne doit pas masquer l'essentiel : 65,5 % – soit une large majorité d'un échantillon pourtant surpolitisé et interrogé dans une conjoncture fortement dramatisée (Macron vs Le Pen au second tour) – répondent par la négative. En outre, à la question de savoir si ces discussions les avaient « fait changer d'intention de vote », seules 6,5 % des personnes interrogées (189 sur 3 013) répondent par l'affirmative²⁹. Si la réalité de la dimension « délibérative » des discussions politiques en période électorale peut se mesurer à leurs effets les plus tangibles (faire changer d'avis), ceux-ci – à en croire le témoignage d'électeurs sortant de leur bureau de vote – demeurent donc très difficiles à saisir, y compris dans la conjoncture spécifique de l'entre-deux-tours de 2017.

On touche sans doute ici à l'écart considérable entre le sens semi-savant conféré aux pratiques de conversations électorales et les pratiques ordinaires. Celles-ci relèvent moins de l'impératif délibératif et de discussions destinées à (ré)orienter les votes rationnellement que du commentaire routinier (et parfois railleur) de l'actualité politique. En période de haute intensité électorale, la politique pourrait, dans certains milieux au moins, constituer, à l'instar de la météo, une de ces « ressources sûres » susceptibles d'alimenter à bon compte une conversation, qu'évoque E. Goffman³⁰. Mais pour saisir cela, il faut changer de focale et ne plus se limiter aux données recueillies par questionnaires.

28. Par exemple un sondage réalisé en ligne les 12-13 avril 2017 auprès d'un échantillon de 1054 personnes indique que 30 % des répondants déclaraient « avoir essayé de convaincre un proche », <https://www.opinion-way.com/fr/blogs/136-quand-les-francais-cherchent-a-convaincre-leurs-proches-de-voter-comme-eux.html> (consulté le 10 février 2018).

29. Ce pourcentage est cependant un peu sous-évalué par l'existence probable d'un « *third person effect* » souvent rencontré lors des enquêtes d'opinion : en substance, la tendance à déclarer les tiers influençables mais à dénier un tel effet pour soi-même. Cf. Davison (W.), « The Third-Person Effect in Communication », *Public Opinion Quarterly*, 47 (1), 1983.

30. Goffman (E.), « Les ressources sûres », in *Les moments et leurs hommes*, Paris, Seuil, 1988.

La conversation électorale politiquement désinvestie

Les observations et les entretiens approfondis et répétés réalisés durant la campagne, avec des électeurs interrogés seuls ou en petit groupe, montrent en effet que les conversations portant sur les élections relèvent souvent de pratiques de sociabilité conventionnelles sans visée rationnellement délibérative, où l'on parle de politique certes, mais pour parler d'autre chose ou dans d'autres buts que de celui de « convaincre » les autres. Au sein de notre corpus d'entretiens, on en observe un exemple dans les échanges au sein de la famille d'Alberto durant les élections. Celles-ci offrent un prétexte à des discussions ordinaires qui portent en apparence sur la politique, mais servent à se convaincre, une fois de plus, que l'essentiel n'est finalement pas là. D'origine italienne, Alberto, retraité de 65 ans, est titulaire d'un Bac en électronique. Il a été 30 ans commerçant à son compte (il vendait des meubles de cuisine), secondé par son épouse Sylvie. Elle et lui ont une fille infirmière et deux garçons. L'aîné a repris l'entreprise de son père et a embauché son frère. Militant RPR, UMP puis Les Républicains, Alberto a toujours voté à droite et tenu régulièrement des bureaux de vote. Il vit depuis 36 ans dans la périphérie d'Avignon, où il entretient des relations avec des responsables politiques locaux et nationaux. Mais Alberto a échoué à transmettre sa passion politique à ses deux fils, Paul et Julien, qui se disent profondément désabusés :

- Paul : « Quand je le vois dans “sa” politique, je lui dis : “mais qu'est-ce que tu fous là-dedans” ?
- Alberto : [rires] Ah des fois il me dit : “Papa, qu'est-ce que tu fous là-dedans ?” [...]
- Paul : Parce qu'il faut arrêter ! À un moment donné faut arrêter ! Un politicien, tu sais pas... un droite, gauche... parce que c'est les mêmes hein ! L'UMPS, ça c'est vrai. À la rigueur peut-être le Front national. À la rigueur. » (Entretien du 13 janvier 2017³¹)

Malgré les désaccords, la famille se fédère autour d'habitudes de railleries quand il s'agit de critiquer les professionnels de la politique. C'est le cas lorsque la mère, Sylvie, convient que « les gens demandent pas que des paroles maintenant, ils demandent des actes », pour excuser la défiance de ses enfants. De même, le scepticisme affiché par Paul et son inclination frontiste n'empêchent pas que l'unité familiale continue de se faire autour d'un positionnement à droite, fortement ancré dans des trajectoires professionnelles de dirigeants d'entreprises communes au père et au fils. Ainsi, malgré ses propos critiques (« Gauche, droite, centre... Ouest ! Ce que vous voulez... c'est pareil ! »), le plus jeune frère Julien vote et s'efforce d'apaiser la conversation, témoignant des dettes politiques et professionnelles qu'il a à l'égard de son père et de son frère :

31. Sauf indication contraire, tous les entretiens et les observations ont été réalisés par les coauteur.e.s de l'article.

– Julien : « Moi c'est vrai que ça m'a ouvert les yeux sur beaucoup de choses, j'ai des idées de droite... on a suivi aussi mon père... mon frère est gérant d'entreprise, je travaille avec lui... [...] on en parle de la politique. » (Entretien du 13 janvier 2017)

Dans la même veine, le fils aîné Paul donne des gages de son appartenance à la maisonnée lorsqu'il présente son abstention systématique (il n'est pas inscrit sur les listes électorales) comme un « point d'honneur » exprimant certes sa défiance à l'égard des politiques, mais aussi son attachement à sa famille :

- Paul : « Moi, notez que je vais passer un peu de temps avec ma famille parce que ça, c'est ce qu'il y a de plus précieux... [plutôt] que de perdre une heure pour ces abrutis-là, bah c'est une heure de [plus] que je passerai avec les gens que j'aime... et ça c'est beaucoup plus important que d'aller voter pour des trous du cul... oh beh putain ! Qu'ils en ont absolument rien à foutre de la gueule des gens... Pourquoi m'inscrire sur une liste... "Y'en a qui sont morts !" [sous-entendu pour l'accès au droit de vote], bien j'en ai rien à foutre...
- Alberto : Allez... [d'un ton dépité et pour essayer de calmer les choses]
- Paul : [à son père] Je ne voterai jamais et je ne m'inscrirai jamais !
- Julien : Il a jamais voté...
- Paul : Je m'en fais un point d'honneur... » (Entretien du 13 janvier 2017)

Ici, le fils aîné ne règle pas seulement ses comptes avec un père qui a passé les dernières décennies à tenir les bureaux de vote les dimanches d'élection. Il oppose également son éthique de l'attachement familial vécu au quotidien à la norme civique inculquée par cette même famille. On saisit alors que la conversation politique est le support de discordes routinières au sein de cette famille d'origine populaire. C'est d'abord comme cela qu'on y parle des élections à venir, pour se dire entre soi ce que l'on est, ce que chacun représente pour les autres, mais également pour trouver les moyens de rappeler aux uns et aux autres les points de désaccord, ce qui paradoxalement renforce les liens et réaffirme l'appartenance au groupe.

La conversation politique comme pratique culturelle distinctive

Dans d'autres cas, les conversations électorales n'ont pas pour but de signifier son appartenance au groupe et sa place dans celui-ci, mais plutôt de se singulariser. Parler politique est alors une pratique culturelle distinctive, destinée à valoriser les intérêts comme les compétences de ceux qui abordent le sujet. Là non plus, il ne s'agit pas vraiment de convaincre les autres, mais plutôt de se donner à voir comme plus politisé et compétent qu'eux et, dans les milieux intéressés par la politique au moins³², faire ainsi bonne figure. Le cas de Georges,

32. Par contraste avec la situation de certaines fractions des milieux populaires distantes de la politique instituée : Barrault-Stella (L.), Berjaud (C.), « "Celui qui parle de ça, limite on va le vanner". Des jeunes des classes populaires face aux élections de 2012 », in Collectif SPEL, *Les sens du vote*, op. cit.

18 ans, fils d'un journaliste et d'une diplomate, élève de Terminale (T^{nl}) ES dans un lycée privé du 16^e arrondissement de Paris et candidat à Science Po, permet d'approcher les profits de reconnaissance attachés à ce savoir-faire. Le nom du jeune homme revient en effet systématiquement durant les entretiens menés en 2016-2017 auprès de 42 de ses camarades de lycée lorsqu'il s'agit de désigner « ceux qui [dans leurs groupes d'amis] parlent souvent de politique » :

– Clémence (T^{nl} ES ; père député ; mère inspectrice générale) : « En fait, Georges essaie toujours de mettre ses connaissances en avant. Il lit beaucoup d'économie politique. Il "adore Marx et patati patata..." Il va toujours essayer de montrer ce qu'il sait sur la politique et tout ça. [...] »

– Sharon (T^{nl} ES ; père cadre supérieur du privé ; mère inactive) : « Il va parler pendant 15 minutes sans s'arrêter en mode [pédant] "Ouiiiii d'ailleurs Marx a dit que... alors que Tocqueville a énoncé que..." Alors que y'a aucun rapport. Et moi je suis là "Wow !". Vraiment parfois avec notre prof d'histoire, ils parlent sans la classe. Qu'eux deux. Et y'a personne qui comprend. » (Entretien du 19 janvier 2017)

Nous avons repéré Georges pour les mêmes raisons, lors d'un cours d'introduction à la science politique auquel nous avons assisté. Face aux questions de l'enseignant, tous les élèves baissent les yeux. Sauf Georges, qui attend patiemment d'être désigné d'un léger hochement de tête pour donner la bonne réponse de façon suffisamment articulée pour que ses camarades puissent la consigner par écrit. Au-delà d'effets d'influence (Georges ne convainc *in fine* personne de modifier son vote), cette virtuosité assure à l'enquêté une certaine popularité auprès de ses enseignants. Elle lui permet aussi de s'illustrer auprès de ses pairs. À quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, par exemple, les T^{nl} ES nous interpellent à l'intercours pour savoir si vous avons « entendu parler » de leur dernier cours d'éducation morale et civique. Ils nous racontent, sourire en coin, que le cours était organisé autour d'exposés sur les programmes des candidats et que Georges – qui s'appête à voter E. Macron – « a fait du Georges » en « posant des colles » aux deux élèves venues présenter – semble-t-il en des termes élogieux – le programme de F. Fillon.

Cet usage distinctif du « parler politique » se donne surtout à voir chez ceux qui occupent ou, comme Georges, prétendent occuper une position impliquant de s'intéresser à la politique – qu'il s'agisse de la faire ou de la commenter³³. Pour ceux-là, l'entretien avec un chercheur est une occasion de plus de manifester leur connaissance de l'actualité, mais aussi de témoigner de la réalité de leur investissement politique. Pour convaincre Georges de nous rencontrer, son

33. Les ressorts statutaires de cette compétence politique verbale se donnent également à voir dans le sentiment d'indignité et le mauvais traitement réservés à ceux qui, au sein des fractions culturelles des classes supérieures en particulier, ne « savent pas parler de politique ». Cf. Geay (K.), *Enquête chez les bourgeois. Aux marges des beaux quartiers*, Paris, Fayard, 2019.

enseignante d'histoire-géographie lui a présenté l'enquête comme « une chance pour quelqu'un qui prépare Science Po » et comme une « manière d'opérer un décalage dans sa lettre de motivation ». De fait, il profite des entretiens collectifs auxquels il participe pour solliciter nos conseils sur la manière de « citer à l'américaine » ou de « construire une problématique efficace, avec des *punch-lines* de Bourdieu ». Il prend par ailleurs l'enquêteur et ses camarades à témoin de l'originalité de ce qu'il appelle son « profil », en déclinant un à un les éléments de son CV susceptibles d'intéresser, selon lui, Science Po ou Cambridge : une « participation » à un *think tank*, un stage d'été dans un parti américain, un stage de Toussaint dans un média européen, un stage de Noël dans le cabinet d'une sénatrice PS et la pratique du... football américain. Et si Georges met sur le même plan ses modalités d'investissement politique et sportif, c'est qu'il s'agit dans les deux cas de pratiques culturelles distinctives.

Résumons : les cas d'Alberto et de Georges montrent que le contenu explicite des discussions électorales ne gouverne pas (voire ne renseigne en rien) leurs usages implicites. Parler de l'élection, ce n'est pas nécessairement se conformer au modèle du citoyen éclairé qui délibère avant de décider. C'est souvent dire son appartenance à un groupe conversationnel ou s'en distinguer, ce que les analyses focalisées sur le contenu des discussions plutôt que sur le contexte de leur émergence ne permettent pas de saisir. Mais est-ce à dire qu'il n'y a pas d'usages délibératifs des discussions électorales et que celles-ci ne sont d'aucun d'effet sur les orientations politiques ?

Avec qui parle-t-on des élections ?

Si l'on suit Huckfeldt et Sprague, l'une des conditions nécessaires pour que les échanges relatifs aux élections produisent des effets puissants de conversion est qu'ils confrontent des opinions divergentes : « Ce n'est qu'à travers le désaccord que le changement [électoral] survient³⁴. » Or notre enquête suggère que ces situations sont rares. Et pour cause, les discussions ont lieu le plus souvent en famille, ou au sein du groupe d'amis proches, c'est-à-dire entre des électeurs qui partagent positions et représentations et sont relativement homogènes politiquement (ce qui n'implique pas nécessairement des pratiques électorales complètement identiques). Elles ont alors moins d'effets de conversion que de consolidation de choix électoraux et d'identifications partisans parfois ancrées de longue date.

On discute d'abord avec les très proches

Dans l'enquête quantitative, les électeurs qui déclarent discuter beaucoup de politique ne discutent pas avec la même intensité avec tout le monde. Ainsi, les discussions semblent surtout concentrées à l'intérieur des groupes sociaux

34. Huckfeldt (R.), Sprague (J.), *Citizens, Politics and Social Communication*, op. cit., p. 19.

impliquant des liens forts³⁵ : famille (84,5 % des répondants déclarent en avoir parlé avec leur famille) et amis (76 % des répondants). En revanche, les taux de discussion déclarés avec les collègues (53 %) et surtout les voisins (28,5 %) sont beaucoup plus bas. Ces différences manifestent la hiérarchisation des groupes d'appartenance (choisis, contraints voire parfois subis), des réseaux de discussion et *in fine* des environnements pertinents pour parler des élections. Elles confirment que le cadre de la famille, du couple, et le cercle des amis proches sont les plus propices pour parler de politique.

Or, si les électeurs parlent surtout avec leurs (très) proches, on peut faire l'hypothèse qu'ils ont une forte probabilité d'être confrontés à des opinions politiques et des intentions de vote elles-mêmes proches. Les réponses à la question « *Habituellement vos proches votent-ils comme vous ?* » montrent que, dans le corpus enquêté, l'homogamie prédomine largement dans les groupes avec lesquels les répondants parlent le plus volontiers de l'élection. Le désaccord radical (ne vote « pas du tout » comme le répondant) n'excède jamais 18,5 % et est de l'ordre de 10 % pour les proches « choisis » (conjoint, amis). Une majorité des répondants connaissant les préférences politiques de leurs proches déclarent soit une concordance parfaite (« vote comme moi » : 71,5 % pour les conjoints, 56,5 % pour le père, 48 % pour les amis), soit un mélange d'accord (« vote comme moi ») et de petites différences (ne vote « pas tout à fait » comme moi³⁶).

Le modèle de la délibération atteint donc ses limites lorsqu'on observe que l'essentiel des conversations se déroule dans le cadre d'un entre-soi social tendancielle redoublé par l'homogamie politique de ses participants³⁷. En ce sens, le volet qualitatif de l'enquête montre que ce qui circule dans les discussions électorales se situe à la fois en deçà et au-delà de ces dimensions délibératives chères aux théories du choix rationnel, renvoyant surtout au rappel de normes morales, d'identités et de rôles à endosser au sein des groupes d'appartenance.

35. Ce qui confirme les résultats de divers travaux ayant souligné l'importance des discussions entre conjoints et au sein de la famille : Braconnier (C.), *Une autre sociologie du vote*, op. cit., pp. 91-97 ; McClurg (S. D.), « The Electoral Relevance of Political Talk: Examining Disagreement and Expertise Effects in Social Networks on Political Participation », *American Journal of Political Science*, 50 (3), 2006 ; Muxel (A.), « La politisation par l'intime. Parler politique avec ses proches », *Revue française de science politique*, 65 (4), 2015.

36. Le total des deux modalités (« vote comme moi » et « pas tout à fait comme moi ») s'élève à 91 % s'agissant des amis, 90 % pour le conjoint, 71 % pour le père. La perception de petits désaccords est aussi d'autant plus probable que l'on est politisé et que l'on perçoit de petites différences entre candidats (par exemple d'un même camp). Sous ce rapport, l'institutionnalisation de primaires au sein des principaux partis (PS et LR) pourrait encore accentuer la tendance dans les milieux qui suivent l'actualité politique régulièrement à déceler, et déclarer, des différences entre des votes qui s'expriment pourtant pour le même parti : Treille (É.), Lefebvre (R.), dir., *Les primaires ouvertes en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

37. L'homogamie sociale et politique tendancielle des groupes d'appartenance ne constitue ainsi pas un parti pris théorique mais un constat empirique, contrairement à ce que suggère Julien Audemard lorsqu'il réhabilite une démarche finalement délibérative en affirmant le caractère répandu de l'hétérogénéité politique des « réseaux » : Audemard (J.), « De quoi le contexte est-il le nom ? », art. cit., pp. 287-288.

Les conversations entre rappel à l'ordre et renforcement des dispositions

Résultat bien connu, mais régulièrement occulté par les spécialistes du marketing électoral, les conversations en question ont la plupart du temps un effet, non de conversion des orientations électorales, mais de *renforcement*. Renforcement du rapport à la norme civique (« il faut voter » ou « ne pas voter ») et de l'opinion majoritaire dans le groupe. Ainsi peut-on comprendre la décision tardive de Charline d'aller voter lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle. Charline (65 ans) et Gérard (67 ans) forment un couple d'enseignants retraités mariés depuis plus de 45 ans et résidant dans une commune rurale des Hauts-de-France peuplée de 120 habitants. Tous deux suivent intensément la campagne électorale, ont visionné tous les débats télévisés et consulté les professions de foi. Ils parlent fréquemment de politique, détaillent et justifient leurs choix, se remémorent leurs votes sur plusieurs décennies et peuvent les contextualiser. Ils évoquent ouvertement la campagne de 2017 avec leurs enfants dont ils partagent les orientations électorales. Se disant pour l'une « issue d'une longue lignée de fonctionnaires » laïcs, et pour l'autre héritier de parents ouvriers et communistes devenus propriétaires d'un café épicerie, ils sont résolument de gauche et votent la plupart du temps socialiste. Déçu par le bilan de F. Hollande, très sceptique (au nom des valeurs du travail) quant à la proposition de revenu universel de B. Hamon et soucieux d'émettre un vote « utile », Gérard se prononce assez tôt pour J.-L. Mélenchon. Charline ne s'y résoudra que difficilement, répugnant à n'émettre qu'un choix par défaut³⁸ et à trahir son héritage socialiste. Elle pense jusqu'à la dernière minute à s'abstenir au premier tour :

- Charline : « Moi, j'ai hésité pour la première fois de ma vie à aller voter. Je suis quelqu'un de convaincue que le vote est important, en tant que femme, en tant que citoyenne... le vote est important ! Mais moi, j'ai hésité à aller voter.
- Gérard : C'est marrant, tu mets l'argument féministe avant l'argument citoyen. [Rires]
- Charline : C'est important pour nous, y'a encore des pays où les femmes n'ont pas le droit de vote. [...] Je me suis décidée l'après-midi même !
- Gérard : Je l'ai tannée : « Tu votes ce que tu veux, mais tu votes ! Tu votes blanc, mais tu votes »
- Charline : Il est venu me tanner, je suis allée voter à 6 heures et demie.
- Enquêtrice : Alors là, l'influence du conjoint ? [Rires]
- Gérard : Ah, mais pas pour ce qu'elle allait mettre dans l'enveloppe, mais de mettre une enveloppe !
- Charline : Il peut dire ce qu'il veut ! [Rires] » (Entretien, 2 juin 2017)

38. Charline raconte : « Il y avait tous ceux dont je ne voulais pas... Après moi je voulais voter pour quelqu'un de gauche, de gauche gauche hein, et puis je savais que Hamon n'avait aucune chance, Mélenchon je lui reproche quand même son attitude à propos de l'Europe. »

La décision de se rendre aux urnes une demi-heure avant la clôture du scrutin³⁹ peut s'expliquer par les conversations entretenues par Charline avec son mari. À condition de réaliser qu'ici le contenu proprement politique de ces échanges n'est probablement pas le plus décisif (le choix relatif s'opère d'ailleurs entre deux candidats issus de la gauche), pas plus que l'influence que s'attribue Gérard sur le mode ironique. Ce qui fondamentalement se joue ici tient tout à la fois de la réactivation d'une norme civique profondément intériorisée, du rappel d'une identité féminine qui ne s'en laisse pas compter, et enfin du respect d'un rôle qu'il est difficile de ne pas habiter. Gérard est en effet depuis une quarantaine d'années secrétaire de mairie de ce petit village d'une centaine d'électeurs où toute abstention est repérable et stigmatisable.

On observe aussi cet effet de rappel à l'ordre civique dans les conversations électorales de la famille Dupont – Martine (54 ans), Pascal (55) et leurs enfants Éric (33), Yoan (31), Rudy (26) et Hugo (18) –, au sein de laquelle le vote est un acte important alors même que ses membres sont peu politisés et pourraient avoir de fortes probabilités de s'abstenir au regard de leurs faibles niveaux de diplômes⁴⁰ et de revenus⁴¹. La petite maison amiénoise dont ils sont propriétaires constitue le lieu de vie et de sociabilité quasi exclusif des membres de cette famille. Elle accueille régulièrement la famille élargie, des voisins et amis. On y observe un fort attachement au monde ouvrier ainsi qu'au droit de vote, comme en témoigne l'impatience avec laquelle est attendue la première carte électorale du benjamin de la fratrie. L'élection présidentielle constitue pour eux un événement majeur : c'est pratiquement la seule occasion de voter et de parler de politique⁴². Les conversions sur l'élection sont peu clivantes. Elles contribuent à entretenir les orientations électorales en faveur du FN qui concrétisent une détestation de l'« UMPS », un désir de respectabilité propre à certaines fractions supérieures des classes populaires en voie de déclassement⁴³ ainsi que la nécessité de voter. Le vote se pratique en famille en se rendant ensemble au bureau de vote pour soutenir le même candidat. Les parents ont une trajectoire

39. Elle a finalement voté pour J.-L. Mélenchon, comme leurs deux enfants et leurs conjoints. Pour le second tour, ils résumant les choix familiaux par la formule « 3 blancs, 3 Macron » (les trois blancs concernent Charline, son conjoint et l'un de leurs fils) et manifestent la prégnance de la norme civique articulée à une fonction politique (secrétaire de mairie) qui implique d'être exemplaire.

40. Les parents, Yoan et Rudy ont arrêté l'école en troisième. Hugo était en terminale ES au moment de l'enquête (il a depuis échoué au Baccalauréat). Éric a un BTS comptabilité (après un Bac professionnel), ce qui ne lui a cependant pas permis d'accéder aux emplois espérés.

41. Les ressources de la famille se limitent à la pension d'invalidité du père à hauteur de 900 € par mois, situation qu'il subit depuis 10 ans suite à un accident du travail en tant que chauffeur routier. La mère a été ouvrière avant de s'occuper de ses enfants puis de faire les marchés (à son compte) ; activité qu'elle a arrêtée après s'être fait voler son camion et sa marchandise en 2009. Éric, le seul à occuper un emploi (agent de parking à temps partiel), gagne environ 1000 € par mois.

42. Les membres de la famille votent à chaque élection présidentielle, mais ne participent habituellement pas aux autres scrutins, excepté parfois aux municipales et aux régionales.

43. « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire. Entretien avec Annie Collovald & Olivier Schwartz », *Vacances*, 37 (4), 2006.

électorale qui se déplace de la gauche (Mitterrand en 1981 et 1988) vers la droite (Chirac en 1995 et 2002, Sarkozy en 2007), puis l'extrême droite (Marine Le Pen depuis 2012). Depuis qu'ils sont en âge de voter, les enfants votent aux présidentielles comme les parents – à l'exception du fils aîné qui ne vote comme le reste de la famille qu'une fois sur deux⁴⁴. Selon Martine, la pratique du vote renvoie à une dette envers les « anciens⁴⁵ » :

« On t'a donné un droit, les gens, il y a beaucoup de gens qui sont morts pour avoir ce droit-là, il faut le respecter. [...] On vote, on ne doit pas [...] le zapper. On donne un droit, moi je dis il faut le prendre, faut le prendre ! » (Entretien, février 2017)

Le respect de la norme civique, forme de respect envers les morts, est ici une condition indispensable, imposée et transmise par Martine qu'elle a elle-même héritée de sa mère, pour avoir le droit à la parole lors des discussions politiques :

« T'as voté ? Non ! Ben interdit de parler ! Quand tu iras voter, tu auras le droit de dire ce que t'as à dire. » (Entretien, février 2017)

La famille, à travers l'éducation et les discussions au sein de la maisonnée, constitue dans ce cas l'un des principaux intermédiaires à la participation au « grand rituel civique ». Il se confirme que l'un des principaux effets des campagnes électorales est d'activer des dispositions préexistantes. Ce cas comme les précédents l'atteste : la probabilité d'être « converti » par des discussions en période électorale s'amenuise à mesure que l'on fréquente des milieux relativement convergents politiquement.

Toutefois, il serait excessif de prétendre que les électeurs ne sont jamais confrontés à des opinions divergentes ni engagés dans des interactions avec des proches qui sont potentiellement en désaccord avec eux quant au vote à venir. On peut ainsi (mais plus rarement) rencontrer des situations où se confrontent des opinions dissemblables, voire opposées.

Que produisent les désaccords politiques ?

L'analyse montre que ces confrontations remplissent rarement les conditions d'une situation délibérative susceptible d'infléchir les choix électoraux. D'abord, parce que les désaccords trop marqués amènent les électeurs à éviter la discussion ou à fuir l'interaction (ne pas se fâcher pour rien ou pas grand-chose, surtout si on accorde peu d'importance au jeu électoral) pour privilégier des contacts relativement homogames politiquement. Ensuite, parce que la

44. Sa divergence s'exprime à chaque élection présidentielle : Besancenot (1^{er} tour 2007), Hollande (2^d tour 2012) et Lassalle (1^{er} tour 2017).

45. Sur la citoyenneté par « héritage », cf. Duchesne (S.), *Citoyenneté à la française*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

« volatilité » électorale des électeurs soumis à des pressions politiques plurielles est moins le produit d'une hésitation après un choix longuement mûri que d'ancrages sociaux pluriels voire en tension.

Des stratégies d'évitement

Les dissonances entre proches ne produisent pas forcément une redéfinition des préférences électorales, mais peuvent également les conforter. Ceux qui sont contraints à une confrontation des opinions avec leurs famille, amis, voisins, etc., choisissent ainsi plutôt des stratégies d'évitement⁴⁶ : ne pas parler de politique, ne pas voir ses proches, trouver d'autres cercles de sociabilité plus homogènes politiquement qui renforcent les identifications, etc.

C'est par exemple le cas d'Edwige, 70 ans, sans profession, 4 enfants, mariée à un ancien cadre dirigeant du secteur bancaire, résidente du 16^e arrondissement de Paris, ayant voté pour F. Fillon puis E. Macron à la présidentielle de 2017. Les sociabilités d'Edwige constituent un environnement politiquement quasi homogène : elle décrit son mari comme « très LR », de même que ses partenaires de bridge et les membres des « groupes de discussions thématiques » – consacrés à la religion, à la littérature et à l'opéra – auxquels elle participe régulièrement. Dans ces conditions, la fille aînée d'Edwige est perçue comme dissonante : « Elle est de gauche, c'est une littéraire, une intello, son mari est artiste... » Les échanges avec sa fille sont cependant loin de convaincre Edwige : « Je n'adhère pas à ses positions », affirme-t-elle très clairement. Cette faible influence se traduit en outre par la distance géographique qui sépare Edwige de sa fille – cette dernière vivant dans le Sud de la France, les deux femmes peuvent échapper à des confrontations directes trop fréquentes (« Je suis trop en opposition avec elle, donc j'en discute pas trop avec elle... »). Elle reflète surtout la distance sociale qui s'est installée entre la mère et la fille à mesure que cette dernière entrait dans l'âge adulte. Edwige estime en effet que sa fille appartient à un monde non seulement socialement différent, mais aussi politiquement opposé à ses intérêts. Comment, dès lors, se laisser convaincre ?

Edwige : « [à propos de sa fille] Elle est socialiste... c'est la défense des petites gens, des pauvres... [...] Elle critique beaucoup le "pouvoir de l'argent"... Son père est dans la finance, sa sœur aussi, son beau-frère aussi... [des gens qui ont] tendance à défendre les gens bien placés pour défendre l'économie de la France... [...] Elle, elle est entourée aussi de gens... de gauchos, d'artistes... des gens sans moyen... pas des gens qui votent pour la puissance financière du pays... » (Entretien, 16 juin 2017⁴⁷)

46. L'hypothèse est classique depuis les travaux d'Eliasoph (N.), *Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

47. L'entretien a été réalisé par Clémentine Grenier-Belle que nous remercions.

Les différences de trajectoire ayant conduit les enfants de cette famille à fréquenter des milieux contrastés ne menacent donc pas les choix d'Edwige. Au contraire, elle y voit une confirmation qu'il existe des groupes aux intérêts divergents des siens : des « gens sans moyens » qui sont selon elle des « gauchos » *versus* ceux qui, comme elle, défendent la « puissance financière du pays ».

Un cas comme celui d'Edwige rappelle que la conversation politique, comme n'importe quelle pratique potentiellement socialisatrice, ne peut convertir que ceux qui sont disposés à se laisser convaincre. Et cette condition n'est pas remplie lorsque l'individu perçoit que cette conversion l'oriente vers des positions sociales qu'il ne souhaite pas occuper⁴⁸. C'est pour cette même raison que Jacqueline (rencontrée à plusieurs reprises entre février et juin 2017), 46 ans, d'origine camerounaise, déploie des efforts considérables pour éviter les conversations sur la scène résidentielle. Elle habite dans un quartier populaire du nord de Paris fortement ségrégué socialement (les immeubles sont constitués à 97 % de logement social), enclavé spatialement et dont les habitants demeurent pour une large part à distance du politique (le taux d'abstention moyen pour les différentes élections entre 2012 et 2017 avoisine les 60 % des inscrits sur cette zone). Immigrée depuis 17 ans, elle vit avec ses trois enfants et son conjoint (technicien de surface) dans un appartement HLM. Titulaire d'un Bac au Cameroun, elle est employée comme aide-soignante dans une maison de retraite éloignée de son domicile. Leurs revenus sont modestes et les conditions de travail difficiles (horaires décalés, travail de nuit, etc.), mais le fait que les deux membres du couple aient un emploi les situe dans les fractions les mieux dotées économiquement de leur quartier⁴⁹. Lorsque Jacqueline évoque cet environnement, c'est pour parler de saleté, de travaux jamais achevés, de jeux pour enfants détériorés dans le petit parc occupé par des « mamans arabes » et du terrain de basket inaccessible privatisé par des « bandes ». Au regard des possibles conversationnels, Jacqueline entretient une très faible sociabilité de voisinage hormis avec quelques parents d'élèves, souvent catholiques comme elle, comptant parmi les fractions les plus stables du quartier – comme elle également. Plus que cela, elle éloigne sciemment ses enfants de cet environnement. Dès qu'ils sont en âge de déjeuner seuls, elle les retire de la cantine ; dès qu'elle peut, elle les emmène au manège dans le quartier voisin beaucoup plus favorisé. Les pratiques culturelles de la famille sont donc soit centrées sur le domicile, soit extraites de l'environnement résidentiel perçu très négativement. En outre, Jacqueline est catholique pratiquante. Relativement peu intéressée par la politique, mais électrice assez

48. Cette hypothèse est développée par Muriel Darmon dans son enquête sur les carrières anorexiques. Le processus de conversion est « orienté », il a un sens, une pente, et des coordonnées dans l'espace social. Les individus se laissent convertir lorsque l'orientation du processus leur paraît favorable. Cf. Darmon (M.), « Sociologie de la conversion. Socialisation et transformations individuelles », in Burton-Jeangros (C.) et Maeder (C.), dir., *Identité et transformation des modes de vie*, Genève-Zurich, Seismo, 2011.

49. Où, pour les populations recensées, 48 % des familles sont monoparentales et où le taux de chômage officiel avoisine les 26 %.

régulière et un peu plus informée que d'autres habitants du quartier, elle pensait lors du premier entretien voter pour F. Fillon, dont elle apprécie le programme qui permettrait de « réduire un peu l'injustice par rapport à ceux qui travaillent pas, qu'on n'incite pas à travailler ». De droite, elle renonce toutefois à cette option au cours de la campagne du fait des « affaires » qu'elle condamne moralement et qui rendent cette candidature incompatible avec ses valeurs. Elle vote alors E. Macron aux deux tours de la présidentielle, candidat pour lequel elle dit ne pas voir d'« incompatibilité », d'autant plus qu'elle vote habituellement à droite. Dans son cas, ses usages du quartier la conduisent à très peu y converser de politique. Contre les interprétations ethnocentriques en termes de délibération, c'est davantage vers sa trajectoire et ses engagements religieux qu'il faut se tourner pour comprendre ses préférences politiques. Si les orientations politiques de ses voisins diffèrent des siennes en général (on enregistre dans son bureau parmi les votants, 41,5 % pour Mélenchon, 21,2 % pour Macron, 13,7 % pour Le Pen au 1^{er} tour de la présidentielle, et 8 % environ pour Fillon), elle évite au maximum les autres groupes du quartier, en particulier les fractions moins stables économiquement, souvent d'autres confessions (musulmane en particulier) et d'autres origines nationales (pays du Maghreb et Roumanie notamment). La dimension sociale de l'altérité politique et des évitements qu'elle sous-tend se donne ici à lire dans ces (non-)usages des espaces publics. Car ces derniers, en tant que lieux possibles de conversations politiques de voisinage, sont précisément occupés par ces groupes que Jacqueline tente d'éviter (le parc pour enfants et les « mamans arabes », les rues et places occupées par le marché « Rom »), et auxquels elle ne veut pas ressembler.

S'il est possible d'échapper aux conversations avec ses voisins, que se passe-t-il lorsque les électeurs sont intégrés à des groupes d'appartenance plus prégnants (couple, famille), mais politiquement divergents ?

Loyautés plurielles et arrangements situationnels

Le cas de Marie-Alice apporte une contribution à l'analyse de ces cas où l'exposition à des pressions électorales contradictoires⁵⁰ a des effets de court terme sur le vote. Mais on ne peut considérer que ces « désaccords » produisent une forme de « volatilité » que si l'on précise, d'une part, que celle-ci opère dans un espace des possibles largement circonscrit (notamment par les dispositions) et, d'autre part, qu'elle n'est aucunement le produit des seules discussions contradictoires, mais reflète plutôt des appartenances en tension à différents groupes sociaux.

50. L'hypothèse est classique depuis les travaux de Katz (E.) et Lazarsfeld (P.) (*Personal Influence*, Glencoe, Ill., Free Press, 1955), qui suggèrent que les individus soumis à des pressions contradictoires en matière d'orientation du vote sont ceux chez lesquels les rares effets de conversion sont les plus probables.

Rencontrée par le biais de la même école que Jacqueline, où elle scolarise ses deux enfants qu'elle élève seule dans le même secteur très populaire du nord de Paris, Marie-Alice en constitue une illustration. Âgée de 32 ans, noire de peau, d'origine ivoirienne, naturalisée française en 2013, elle a été inscrite automatiquement sur les listes électorales et vote à tous les scrutins depuis. Issue de milieux populaires en Côte d'Ivoire, non diplômée, en France depuis 2002, sans-emploi depuis le non-renouvellement de son contrat de travail comme femme de ménage, elle prépare en 2017 un CAP Petite enfance sur les conseils de son assistante sociale et fait état d'un revenu de 800 euros mensuels. Elle n'a plus du tout de relation avec les pères de ses enfants. Fréquentant peu le quartier ségrégué comme les autres parents de l'école « REP+ », Marie-Alice est évangéliste. Elle se rend très régulièrement au temple avec sa sœur et se révèle très insérée dans ses réseaux religieux. Malgré un faible intérêt déclaré pour la politique et un fort sentiment d'incompétence, Marie-Alice discute à plusieurs reprises des élections dans les premiers mois de 2017 avec ses amis du temple. Dans ce cadre, les points de vue sont unanimement stables : indépendamment des aléas de la campagne, tous soutiennent F. Fillon qui est hostile au « mariage pour tous », une « loi folle » contre laquelle beaucoup d'entre eux avaient manifesté. Dans le même temps, hors de ces réseaux religieux, Marie-Alice entretient depuis 2015 une relation amoureuse avec Xavier, 54 ans, breton, sans enfant, fonctionnaire territorial de catégorie B gagnant près de 2 500 euros mensuels et propriétaire de son appartement. Celui-ci soutient régulièrement le Front national depuis 2012, après avoir longtemps voté PS, et ils en parlent régulièrement au sein du couple pendant la séquence électorale de 2017. La famille de Xavier, tendanciellement à droite, accepte mal son couple avec Marie-Alice qu'ils refusent de voir, même si lui l'aide beaucoup au quotidien, avec les enfants et dans son projet professionnel. Xavier rencontre depuis quelques années des difficultés importantes dans ses rapports avec les immigrés et sans-papiers sur la scène professionnelle (aux guichets des services sociaux de la mairie). Marie-Alice raconte qu'il estime en particulier qu'il y a « trop d'immigrés... [qui sont des] assistés, des arnaqueurs, des menteurs qui viennent profiter du pays. [...] Mais moi c'est pas pareil car j'ai tout fait pour m'en sortir. » Elle raconte combien Xavier lui suggère de voter pour Marine Le Pen⁵¹ :

« On en parle souvent, ça arrive quoi. Lui il connaît mieux Marine Le Pen que moi en fait. [...] J'avais l'image d'un truc [le FN] un peu raciste. Mais en fait pas du tout, ça a beaucoup changé avec Madame Le Pen. Ils ne sont pas contre les étrangers, sauf les clandestins et là-dessus on est d'accord. Ils veulent défendre la France et donner la priorité aux Français. Moi, je trouve ça normal qu'on favorise en premier les gens du pays. C'est la vie, moi par exemple en France

51. Sur les ressorts privés des votes FN : Marchand-Lagier (C.), « Les ressorts privés du vote front national », in Crépon (S.), Dezé (A.), Mayer (N.), dir., *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Science Po, 2015.

j'ai fait mes preuves, j'en ai bavé un peu, mais maintenant je suis française et j'ai prouvé que je le méritais. Les autres, c'est pas toujours pareil. » (Entretien, 12 avril 2017)

Confrontée à des pressions électorales concurrentes, entre F. Fillon et M. Le Pen, Marie-Alice dit hésiter au fil des entretiens tout au long de la séquence électorale. Cependant, elle n'évoque à aucun moment un autre candidat comme une option possible. Tout se passe comme si ses dispositions (notamment religieuses) et son souci de distinction par rapport à d'autres fractions des milieux populaires plus précaires (auxquelles elle estime avoir échappé) façonnaient largement son univers du pensable. Elle vote finalement Fillon au premier tour et Le Pen au second. Le point de vue du groupe religieux paraît l'emporter au premier tour ; F. Fillon étant éliminé au second, l'option M. Le Pen s'impose. Quelques semaines plus tard, au moment des élections législatives, elle est en froid avec Xavier à cette période et raconte par conséquent ne guère avoir discuté des élections avec lui à cette période. Elle dépose alors un bulletin de vote pour le candidat d'*En Marche* dès le premier tour, d'autant plus facilement que ce scrutin lui apparaît comme peu important à l'instar des points de vue de ses amis des réseaux religieux. Ses hésitations électorales relatives en 2017 semblent refléter ses appartenances à des groupes non homogènes politiquement (ses amis des réseaux religieux et son conjoint) et traduisent ses fidélités concurrentes à deux collectifs dont le poids relatif en matière de vote varie conjonctuellement selon les scrutins.

Si les discussions avec les uns et les autres pendant la séquence électorale orientent ses votes, ce n'est toutefois que *relativement* et dans un espace des possibles restreint par ses dispositions (par exemple, à aucun moment elle n'évoque d'autres candidats ou un vote à gauche contrairement à d'autres parents du quartier rencontrés), mais aussi par un faible intérêt pour la politique couplé à un fort sentiment d'obligation électorale (liée à sa naturalisation en 2013). Il n'est donc au final pas possible d'évoquer des « effets » des conversations sans porter attention à leurs conditions de possibilité. À tout le moins, les pressions contradictoires de ce type ne relèvent pas principalement d'échanges à caractère délibératif : elles portent surtout la marque des normes potentiellement contradictoires des différents groupes d'appartenance (dont le poids relatif en matière électorale, on l'aura compris, peut varier selon les scrutins). Si on ne saurait donc considérer que les conversations électorales n'ont jamais d'effets sur les votes, il serait tout aussi faux d'estimer que ces effets potentiels opèrent par une transmission d'informations purement et exclusivement politiques.

*

À toutes fins utiles, notre enquête rappelle que le vote, acte en apparence individuel, mais de fait collectif, traduit l'insertion des électeurs dans des groupes d'appartenance structurés et structurants qui orientent leur propension à

« parler politique », façonnent leurs dispositions à la participation et délimitent les préférences électorales. Du fait de leur fréquence (inégalée par rapport à d'autres scrutins, mais inégale selon les milieux sociaux), les conversations politiques qui constituent l'ordinaire d'une séquence électorale présidentielle ne sont évidemment pas sans effets, ni sur les groupes au sein desquels elles se déploient (elles éprouvent et renforcent d'un certain point de vue leur cohésion et leur solidité), ni sur les membres de ces groupes, beaucoup plus perméables à leur influence qu'à celle des médias ou des stratégies de communication des candidats. Pourtant, se focaliser exclusivement sur ces conversations en oubliant leurs conditions de félicité serait comme lâcher la proie pour l'ombre. Paradoxalement, on gagne à réévaluer ces conversations en se distanciant des grilles de lecture qui en exagèrent la teneur proprement politique ou la rationalité délibérative. Plus que les ingrédients indispensables à un arbitrage électoral rationnel, les discussions qui se nouent en période électorale ont d'abord pour enjeu l'endossement, toujours relatif, partiel, sélectif et à chaque occurrence rejoué, de rôles sociaux préalablement façonnés ; s'y joue de même l'actualisation (ou la mise en sommeil) d'identités collectives et au sein des collectifs, le rappel – plus ou moins insistant – des normes propres aux divers groupes d'appartenance⁵². Les conversations ne constituent donc pas à elles seules le contexte de la décision électorale ; et ce n'est qu'en restituant conjointement les contextes et les ancrages sociaux dans lesquels les conversations se déroulent que l'on peut appréhender leurs potentiels effets.

Cet article est le fruit d'une recherche collective, financée par l'ANR (ANR-16-CE41-0008) et menée conjointement par plus d'une vingtaine de chercheuses et de chercheurs rattachés à cinq laboratoires. Le projet ALCoV (Analyse localisée et comparative du vote) appréhende les rapports au politique et les comportements électoraux dans leurs contextes locaux (neuf territoires français choisis pour leur diversité sociale et politique) articulant des outils quantitatifs (questionnaires notamment) et une enquête qualitative par entretiens répétés réalisés avec des électeurs en face à face ou en petits groupes. Le texte publié ici a été conçu et rédigé par : **Éric AGRIKOLIANSKY** (professeur de science politique, Université

Paris Dauphine – PSL, IRISSO) coordinateur du projet ALCoV ; **Lorenzo BARRAULT-STELLA** (chargé de recherche CNRS, CRESPPA-CSU) ; **Clémentine BERJAUD** (maîtresse de conférences en science politique, Université Paris 1, CESSP) ; **Diane DELACOURT** (ingénieure d'études, CNRS, CURAPP-ESS) ; **Kevin GEAY** (post-doctorant, Université Paris Dauphine – PSL, IRISSO) ; **Christèle LAGIER** (maîtresse de conférences en science politique, Université d'Avignon, LBNC-CHERPA) ; **Patrick LEHINGUE** (professeur de science politique, Université de Picardie, CURAPP-ESS) ; **Emmanuel MONNEAU** (post-doctorant, Université de Picardie, CURAPP-ESS).

Auteur référent :
eric.agrikoliansky@dauphine.psl.eu

52. On rejoint sur ce point des travaux contextualistes qui ont souligné combien les discussions directement politiques ne sont pas forcément celles qui ont le plus d'impact sur les comportements électoraux effectifs : MacKuen (M.), Brown (C.), « Political context and attitude change », *American Political Science Review*, 81 (2), 1987.

Does discussion create votes? The conditions, uses, and effects of political discussions during the 2017 French elections

This article considers the impact of political conversations on electoral choices, a highly important topic today, in the contextual approach to voting. This paper is based on a questionnaire-based survey and in-depth interviews conducted during the 2017 French elections (presidential and legislative). It shows that the hypothesis that conversation plays a deciding role during election periods is unrealistic, especially when focusing solely on conversations' "political" content. While conversations have effects, they can be understood only by studying the social anchors that determine the possibility of having political conversations, as well as the meaning voters give to such talks. Ultimately, this article demonstrates that what circulates in pre-election conversations is less political information helping voters to make decisions, than norms and partisan identifications that give the act of voting a decisive collective dimension.

Keywords – vote, contextual analysis of political behaviors, political conversations and electoral campaigns, social anchoring of electoral choices